

## E3C : Vers une solution ?

4-5 minutes

---

*Alors que la journée du 29 janvier a été marquée, elle aussi, par une série d'incidents et que le ton monte dans les lycées, le Snes Fsu laisse entrevoir une porte de sortie. Mais une réforme de la réforme du contrôle continu reste difficile tant la question est fondamentale : c'est celle du diplôme national.*



La journée du 29 a vu son lot de blocages, d'épreuves reportées et de violences contre les lycéens et aussi contre les enseignants. Ainsi à Cahors des enseignants ont reçu des lettres personnelles de menace de la part du recteur. A Montauban, selon La Dépêche, le recteur exerce un chantage sur les enseignants déjà menacés de sanction : il efface tout si les professeurs font passer les épreuves.

"Face à l'escalade de violence, aux dysfonctionnements majeurs, aux ruptures d'égalité manifestes, aux problèmes qui se posent dès maintenant pour la correction, le SNES-FSU réaffirme la nécessité d'annuler les E3C et de les transformer en épreuves nationales, terminales et anonymes", écrit le Snes Fsu le 29 janvier.

Le Snes Fsu laisse entrevoir ce que pourrait être la sortie de crise. "Là où ces épreuves ont déjà eu lieu, elles doivent être considérées comme un bac blanc... Le comité de suivi de la réforme du lycée du 28 janvier a semblé prêter une oreille attentive aux critiques faites contre les E3C. Le SNES-FSU fera des propositions permettant d'assurer à tous les élèves les conditions d'un bac national, garant

de l'égalité devant l'examen".

Au regard de la triche, des élèves traumatisés, de la masse de ceux qui ont refusé de composer et encourent un zéro, du dommage fait au système éducatif dans son ensemble, l'annulation de cette session est effectivement la bonne porte de sortie.

C'est ce que demandaient les syndicats enseignants dès le début avant les épreuves. C'est ce qu'a refusé le ministre. Si le ministre acceptait cela ce serait une vraie reculade de sa part.

Le Snes Fsu "rappelle que seules des épreuves nationales, terminales et anonymes permettent d'atteindre cet objectif.. d'un bac national, garant de l'égalité devant l'examen". C'est là que commence la division profonde entre les syndicats.

Si le nouveau bac est ingérable c'est parce que le ministre n'a pas osé choisir entre un vrai contrôle continu et un examen national, pris entre les demandes opposées des syndicats enseignants et de chefs d'établissement. Il a construit un monstre impossible à gérer.

Imposer un vrai contrôle continu, comme le demandent le Snpden Unsa ou le Sgen Cfdt c'est évidemment simplifier beaucoup les épreuves qui deviendraient totalement fluides et indolores budgétairement. Mais c'est abandonner la référence à un bac national. Le bac deviendrait un diplôme d'établissement. On voit bien que le bac de tel lycée serait nettement plus considéré que celui d'un autre lycée. C'est d'ailleurs ce qui se passe déjà dans les processus de sélection post bac qui ne sont pas secrets. On affecte des coefficients aux notes données par les lycées. Concrètement cela dévalorise les lycées des quartiers populaires sur une simple réputation.

Sauter ce pas c'est satisfaire trois syndicats et en mécontenter beaucoup plus. C'est aussi porter cette rupture devant une opinion publique qui reste attachée au bac et au caractère national du diplôme. Il n'est pas sur que le gouvernement assume cette évolution. Il n'est pas sur non plus qu'elle puisse être protégée par un ministre aussi affaibli dans l'opinion.

**F Jarraud**

[Communiqué Snes](#)

[Montauban](#)